ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE

Deuxième réunion du Groupe Afrique - océan Indien de planification et de mise en œuvre du système de l'aviation (AASPG/2)

Livingstone, Zambiae, 2 - 6 novembre 2026

Point 4 de l'ordre du jour : Plans Mise en œuvre des objectifs, cibles et indicateurs de sécurité et de navigation aérienne, y compris les priorités fixées dans les plans régionaux de sécurité de l'aviation et de navigation aérienne

Transition vers la surveillance fondée sur le risque pour la sécurité

(Note présentée par la BAGASOO)

RÉSUMÉ	
Cette note d'information présente la perspective de BAGASOO sur la transition vers la surveillance basée sur les risques de sécurité (SRBS) dans ses États membres. Il esquisse une approche coordonnée du profilage des risques, de la gestion des données de sécurité, des compétences des inspecteurs et de la mise en œuvre progressive. BAGASOO estime que la coopération régionale peut soutenir des décisions de surveillance cohérentes tout en préservant les responsabilités de chaque État ainsi que la surveillance essentielle de la conformité. La suite à donner par la réunion figure au paragraphe 3.1.	
Objectifs stratégiques	Sécurité

1 INTRODUCTION

1.1 BAGASOO considère la transition vers la surveillance basée sur les risques de sécurité (SRBS) comme une étape importante vers une supervision de la sécurité plus efficace et durable dans ses États membres. L'objectif est d'orienter les efforts de surveillance vers les prestataires de services, les activités et les contrôles de sécurité qui nécessitent la plus grande attention, en tenant compte de l'exposition opérationnelle, de la complexité organisationnelle et des performances de sécurité démontrées..

1.2 Un cycle de surveillance fixe fournit une base de référence pour la planification de la supervision. Toutefois, il peut ne pas refléter de manière adéquate les différences entre les prestataires de services ou les changements survenant entre les inspections. La BAGASOO préconise donc une approche dans laquelle le profil de risque de l'organisation guide la fréquence, la portée et la profondeur des activités de surveillance, tandis que la vérification de la conformité et la résolution des carences de sécurité demeurent essentielles.

1.3 Pour BAGASOO, la transition doit être progressive et coordonnée. Une méthodologie régionale commune peut soutenir une évaluation cohérente et l'utilisation efficace de l'expertise

technique. Son application doit refléter le niveau de préparation de chaque État membre, la qualité des informations disponibles et les caractéristiques de ses activités aéronautiques.

2 ANALYSE

2.1 **Une approche commune aux États membres.** BAGASOO propose que les États membres s'efforcent de mettre en place un cadre harmonisé pour la SRBS couvrant les profils de risque organisationnels, la planification de la surveillance, l'approbation des décisions et l'évaluation continue. Des définitions et des critères d'évaluation communs faciliteraient la coopération et réduiraient les différences d'interprétation. Chaque autorité de l'aviation civile conserverait la responsabilité de son programme de surveillance, de ses décisions réglementaires et de ses mesures de suivi.

2.2 **Préparation à la transition.** Le point de départ doit être une évaluation des dispositions de surveillance existantes, de la formation des inspecteurs, des informations de sécurité et des processus d'actions correctives. BAGASOO estime que les faiblesses identifiées doivent orienter un plan de mise en œuvre propre à chaque État. La hiérarchisation des risques peut commencer par les données probantes disponibles, mais toute réduction de l'intensité de la surveillance doit dépendre d'informations adéquates et de la confiance dans les contrôles de sécurité du prestataire.

2.3 **Profils de risque organisationnels.** Chaque prestataire de services doit disposer d'un profil qui regroupe son domaine opérationnel, son exposition, sa complexité, ses dangers importants, son historique d'inspection et sa capacité de gestion de la sécurité. Le profil doit également prendre en compte les changements organisationnels pertinents, y compris les changements de direction, de personnel et d'activités. Les lacunes en matière d'information et l'incertitude doivent rester visibles afin qu'un signalement limité ne soit pas interprété comme une preuve de faible risque.

2.4 **Partage de données et d'informations de sécurité.** BAGASOO propose un ensemble minimal commun d'informations de sécurité et des définitions de compte rendu cohérentes pour soutenir la comparaison et l'analyse. Les États membres doivent valider les informations issues de la surveillance, des systèmes de compte rendu sur les événements et des processus de gestion de la sécurité avant de les utiliser pour la planification. Le partage régional doit s'effectuer dans le cadre d'accords qui protègent les informations sensibles, définissent l'accès et clarifient les responsabilités des autorités participantes.

2.5 **Évaluation de l'efficacité de la gestion de la sécurité.** L'existence d'un système de gestion de la sécurité ne saurait, à elle seule, justifier une surveillance moins intensive. Les inspecteurs doivent chercher à savoir si les dangers sont identifiés, les risques évalués, les actions correctives mises en œuvre et si le déroulement pratique des contrôles est démontré. L'approche proposée par BAGASOO combinerait ces éléments de preuve avec l'historique de conformité et l'exposition opérationnelle pour déterminer le niveau d'attention exigé par la supervision.

2.6 **Compétence et cohérence des inspecteurs.** La formation pratique à l'établissement des profils de risque, à l'interprétation des données de sécurité, à l'évaluation de l'efficacité de la gestion de la sécurité et à la documentation des décisions doit être une priorité pour l'assistance régionale. BAGASOO propose le recours à des exercices sur les cas types, aux évaluations par les pairs et aux échanges techniques pour améliorer la cohérence. Les inspecteurs doivent être capables d'expliquer en quoi les preuves soutiennent une évaluation et le plan de surveillance qui en découle.

2.7 **Mise en œuvre par étapes.** BAGASOO préconise un enchaînement comprenant l'évaluation du niveau de préparation, l'élaboration de la méthodologie, l'essai pilote, la mise en œuvre contrôlée et l'évaluation périodique. Les projets initiaux doivent concerner un éventail représentatif de prestataires et être exécutés parallèlement aux dispositions de surveillance existantes. L'extension doit suivre une évaluation de la qualité des données, de la cohérence des évaluations, de la charge de travail

pratique et de la capacité à identifier les domaines nécessitant une intervention. Les progrès doivent dépendre du niveau de préparation plutôt que d'un calendrier uniforme.

2.8 **Planification de la surveillance.** Les profils de risque doivent guider les activités à inspecter, l'expertise requise, la profondeur de l'évaluation et le calendrier de suivi. La couverture minimale applicable doit être maintenue. Des événements importants, des constatations répétées, des actions correctives inefficaces ou des changements opérationnels majeurs doivent déclencher une réévaluation. Toute prolongation d'un intervalle d'inspection doit être justifiée, approuvée et soumise à un suivi continu.

2.9 **Assistance régionale et appropriation par les États.** BAGASOO soutient les États membres par le biais d'orientations communes, de procédures types, de formations, d'une assistance technique et d'une évaluation coordonnée de l'expérience de mise en œuvre. Les autorités nationales désignent le personnel responsable du maintien des profils et de l'approbation des décisions de surveillance. Cette répartition des tâches associe l'assistance technique régionale à une responsabilité claire des États.

2.10 **Planification des ressources et durabilité.** La SRBS doit être introduite afin d'améliorer l'efficacité de la supervision. La préparation des données, la formation des inspecteurs et la validation exigent des ressources, et la transition peut dans un premier temps augmenter la charge de travail. BAGASOO estime que les plans de mise en œuvre doivent déterminer ces besoins, prévoir des activités de surveillance non planifiées ainsi que la vérification des actions correctives, et aligner les activités proposées sur les capacités techniques disponibles.

2.11 **Suivi des résultats et amélioration continue.** Les États membres doivent chercher à savoir si la SRBS améliore l'identification des carences de sécurité, la promptitude des interventions et l'efficacité des actions correctives. Les mesures pertinentes comprennent l'actualisation des profils de risque, l'achèvement des activités de surveillance hautement prioritaires et la récurrence de constatations importantes. BAGASOO pourrait faciliter des évaluations régionales périodiques pour identifier les défis communs, affiner la méthodologie et soutenir les améliorations dans l'ensemble des États membres.

2.12 Une transition durable exige des données probantes fiables, des inspecteurs compétents, des décisions transparentes et une coopération permanente entre les autorités et les prestataires de services. BAGASOO soutient une approche coordonnée qui renforce progressivement ces capacités. Le résultat visé est un programme de surveillance qui répond à l'évolution des risques et fournit une base claire pour orienter les efforts de supervision là où ils peuvent le plus contribuer à la sécurité.

3 SUITE À DONNER PAR LA RÉUNION

3.1 La réunion est invitée à :

a) prendre note de la vision de BAGASOO en ce qui concerne la transition vers la surveillance fondée sur le risque pour la sécurité;

b) noter l'approche par étapes proposée et l'importance de la préparation des États, d'informations de sécurité fiables et de la compétence des inspecteurs;

c) soutenir les possibilités de coopération régionale pour l'harmonisation des méthodes et l'assistance aux États membres dans la mise en œuvre.